

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux & Déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **24 MAI 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



ODELOT

Le contour des fontaines
ZI la saunière Saint-Florentin
89600 CHEU

Références : **2 2 0 4 0 3**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement ODELOT implanté Le contour des fontaines ZI la saunière Saint-Florentin 89600 CHEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre de l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021 pris à l'encontre de la société ODELOT RECYLCAGE. Le rapport revient, par ailleurs, sur l'incendie survenu sur site le 16 avril 2022 postérieurement à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ODELOT
- Le contour des fontaines ZI la saunière Saint-Florentin 89600 CHEU
- Code AIOT dans GUN : 0025500032
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise ODELOT RECYLCAGE exploite une installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (rubrique 2713) et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712). Elle est pour cela autorisée par arrêté préfectoral du 13 janvier 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	/	Astreinte
Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	/	Astreinte

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	/	Astreinte
Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	/	Astreinte
Consigne d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1	/	Lettre de suite préfectorale
Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Gestion déchets	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 5.1.9	/	Mise en demeure, respect de prescription
Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.2.2	/	Lettre de suite préfectorale
Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'accidents ou d'incidents	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise "ODELOT RECYCLAGE" ne respecte pas l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021 notamment concernant :

- son organisation pour s'assurer qu'aucune substance radioactive n'est admise sur site
- la mise en place d'une citerne incendie sur site de 120 m³
- la gestion des eaux pluviales du site pour éviter la lixiviation des déchets par celles-ci et leur infiltration dans le sol.

Une astreinte administrative est proposée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Portique de détection radioactivité
Prescription contrôlée : La société ODELOT dont le siège social est situé ZI La Saunière, Ferme du Renard à SAINT FLORENTIN est mise en demeure de respecter pour le centre VHU qu'elle exploite au lieu-dit « le contour des fontaines » sur le territoire de la commune de CHEU : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 1 semaine à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 7.3.5 et 2.71 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en mettant en place un registre des déclenchements de portique de détection de la radioactivité et en les signalant sans délai à l'inspection des installations classées.
Constats : Dans son courrier du 13 avril 2021, l'exploitant indique qu'un registre des déclenchements du portique de détection de la radioactivité a été mis en place et qu'un rappel strict des consignes a été fait. L'exploitant a également joint à son courrier une procédure de gestion d'un déclenchement du portique ainsi qu'une fiche intitulée "registre de détection portique de la radioactivité". Le jour de l'inspection, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- au niveau du portique de détection de la radioactivité, que personne n'était présent à demeure alors que le portail de l'installation était ouvert. Néanmoins lors de l'arrivée d'apporteurs de déchets, le grutier descendu de son engin pour être questionné par la DREAL, était à ce moment là présent au niveau du portique. Il a indiqué qu'il est averti par une alarme s'il y a un déclenchement de ce dernier. Un doute persiste néanmoins quand au systématisme du contrôle de radioactivité à l'admission des déchets en présence de l'exploitant, l'organisation du travail ne prévoyant pas la présence systématique d'un agent à l'accueil du site pendant les horaires où les apports de déchets sont possibles alors que le portail est ouvert et qu'aucune barrière n'empêche l'accès d'un véhicule.- aucun registre pour noter les déclenchements de portique n'est présent dans le local où sont affichées les mesures de radioactivité associées au portique. Par ailleurs, la fiche fournie par l'exploitant pour indiquer les déclenchements de portique n'y est pas non plus présente et cette dernière ne permet pas de renseigner les niveaux de radioactivité lors d'un déclenchement.- aucune zone n'est délimitée pour isoler au besoin un chargement radioactif. L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- qu'aucun déclenchement de portique n'a été enregistré depuis celui de décembre 2020 qui a entraîné la dernière inspection inopinée de la DREAL du 14/12/20.- qu'aucun radiamètre portable n'est disponible sur site pour établir un périmètre de sécurité le cas échéant comme prévue dans la procédure site (seul un radiamètre est disponible à Nevers) mais qu'il est prévu d'en commander un. Au vue de l'ensemble de ces éléments, les mesures mises en oeuvre par l'exploitant paraissent insuffisantes pour s'assurer qu'aucune substance radioactive n'est admise sur site. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 avril 2021 n'est pas respecté sur ce point. Proposition d'astreinte administrative.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Portique de détection radioactivité
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en formant ses personnels à la gestion des déclenchements de portiques de détection de la radioactivité
Constats : Par courrier du 13/04/21, l'exploitant indique : "En général, quand nous faisons mettre en place des portiques, l'installateur assure une sensibilisation du personnel du site concerné. Je ne pense pas que le site de Chéu ait échappé à la règle. Suite au problème rencontré, une nouvelle sensibilisation a été faite." Il fournit notamment une attestation de présence signée par les différents participants à la dite sensibilisation animée en interne le 16/12/2020 sur le site de Saint-Florentin. Le jour de l'inspection, le grutier présent ayant assisté à la sensibilisation a été interrogé sur la procédure de gestion d'un déclenchement du portique de détection de la radioactivité. Les réponses apportées par ce dernier montre que la procédure est méconnue. Il est proposé que l'exploitation reforme son personnel sur la gestion d'un déclenchement du portique avec une évaluation finale pour vérifier que celle-ci a été efficace ou tout autre dispositif et organise des recyclages périodiques. Proposition d'astreinte administrative.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en mettant en place une réserve incendie de 120 m³
Constats : Aucune citerne incendie de 120 m ³ n'a été mise en place. L'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021 n'est pas respecté. Par ailleurs, postérieurement à l'inspection, le 17 avril 2022 un incendie a eu lieu sur site sur un stock de "platin". Cet évènement a nécessité l'intervention des pompiers, la coupure de la ligne 63 kV (coupure d'alimentation RTE) et la mise en place d'une Noria avec 2 camions citernes pour compléter le débit d'eau d'extinction insuffisant au niveau du poteau incendie à 200 m du sinistre (40 m ³ /h) auquel les pompiers s'étaient raccordés. Proposition d'astreinte administrative.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 4.3.2 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en organisant la correcte gestion des eaux pluviales du site de sorte à éviter la lixiviation des déchets par les eaux météoriques et l'infiltration de ces eaux dans les sols.
Constats : La situation reste inchangée. De nombreux déchets sont toujours stockés hors zone imperméabilisée (voir photos). La lixiviation des déchets par les eaux météoriques n'est pas évitée. Par ailleurs, l'aspect du sol à certains endroits laisse à penser qu'une pollution de celui-ci est possible. L'exploitant indique que les travaux visant à créer une zone imperméabilisée pour stocker entre autres ces déchets a pris du retard. Il avance une date de fin de travaux au 30/06/22 et indique que la zone actuelle de stockage des déchets à même le sol devrait être modifiée par la mise en place d'une dalle. L'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021 n'est pas respecté. Il est proposé une astreinte sur ce point avec sursis au 30 juin 2022. Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude de sol après évacuation des déchets sur la zone non imperméabilisée où ceux-ci étaient stockés et le cas échéant dépolluer celle-ci.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Prescription contrôlée : <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec les installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer : - [...] la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : Dans son courrier du 13 avril 2021, l'exploitant indique que : "La procédure interne n'était effectivement pas affichée ce qui a depuis été rectifié. La procédure est jointe au présent courrier. La procédure du fabricant/installateur du portique, en l'occurrence la Société Berthold, était quant à elle affichée. La procédure n'a effectivement pas été respectée. La situation d'ensemble a évolué." Le jour de l'inspection, seule la procédure du fabricant du portique de détection était affichée dans le local proche de celui-ci et les numéros de téléphones à joindre ne sont toujours pas renseignés. L'astreinte proposée sur d'autres points concernant l'organisation du site pour la détection de la radioactivité des déchets entrants permet de prendre en compte cette non-conformité.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Afin de limiter l'impact visuel provoqué par le stockage des véhicules hors d'usage et de ne pas générer de risque supplémentaire, le stockage des véhicules est limité à une seule hauteur sur l'ensemble des installations. Le stockage sur plusieurs hauteurs est toléré au cours des opérations de gerbage et d'expédition des véhicules. La hauteur de stockage des métaux est limitée à 3 mètres.
Constats : Il n'a pas été constaté de voitures gerbées sur site néanmoins certains stockage de métaux dépassent toujours 3 m de hauteur. Proposition d'arrêté de mise en demeure.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Gestion déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 5.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les pneumatiques sont stockés dans un container fermé de 25 m ³ à l'extérieur de l'atelier.
Constats : Des pneumatiques, présents en grande quantité (voir photo), sont toujours à même le sol hors container dédié et pour certains en bordure de site induisant un risque incendie d'autant plus d'important que les ressources en eaux d'extinction sont insuffisantes. Proposition d'arrêté de mise en demeure.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au titre 4 du présent arrêté doit être effectuée à chaque point de rejet. Ce contrôle est réalisé tous les ans par un organisme ou une personne qualifié.
Constats : Des analyses des eaux résiduaires prélevées au niveau du séparateur près de la cuve extérieure le 15/12/2021 ont été fournies le jour de l'inspection. Les valeurs en MES (47 mg/l pour 30 prescrit), hydrocarbures totaux (6.8 mg/l pour 5 prescrit) et métaux totaux (9.557 mg/l pour 5 prescrit) sont non conformes.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 4 piézomètres identifiés sur le plan joint en annexe et situés aux endroits suivants : <ul style="list-style-type: none">- limite de propriété Nord (PZ1),- limite de propriété Est (PZ2),- limite de propriété Sud (PZ3),- limite de propriété Ouest (PZ4). Les mesures comparatives sont réalisées sur les paramètres et selon la fréquence minimale suivante par un organisme ou une personne qualifié : PH, température, métaux (• Aluminium • Aluminium • Arsenic • cadmium • Chrome • Cuivre • Fer • Mercure • Nickel • Plomb • Zinc), hydrocarbures, HAP sont contrôlés à une fréquence trimestrielle.
Constats : Les dernières analyses réalisées datent du 15/12/21. Il est demandé à l'exploitant de réaliser, a minima, un suivi dans la durée des différents composants présents dans les eaux souterraines inscrits sur son arrêté préfectoral du 13/01/2014 (article 8.2.3) et de remettre en fonctionnement les 2 piézomètres pour lesquels les analyses n'ont pu être effectuées (PZ2 et PZ4). Arrêté de mise en demeure proposé.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Déclaration d'accidents ou d'incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accident/Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : La DREAL a été informée par son astreinte et le CODIS 89 qu'un incendie sur un stock de "platin" avait eu lieu le 16 avril au soir sur le site. Cet incendie a nécessité l'intervention des pompiers, la coupure de la ligne 63 kV (coupure d'alimentation RTE) à l'aplomb du site et la mise en place d'une noria avec 2 camions citerne du SDIS pour compléter le débit insuffisant du poteau incendie à 200 m du sinistre (40 m³/h). Les grutiers rappelés sur site ont déplacé le stock de "platin" en feu afin de faciliter l'extinction de celui-ci et protéger la grue principale. L'incendie n'a pas été signalé en direct à la DREAL. A la demande de la DREAL, le 20/04/22, une fiche de notification d'accident/incident a été fournie par la responsable HSE du site associé à un rapport et un arbre des causes. L'exploitant indique que "les eaux d'extinction d'incendie ont été confinées sur le site. Une analyse des eaux d'extinction d'incendie sera réalisée." L'exploitant : - fournira les analyses des eaux d'extinction et les justificatifs du traitement de ces dernières ainsi que leur quantité, - complètera la fiche de notification incendie en précisant les moyens d'extinction utilisés par les pompiers (poteau incendie, système de Noria, quantités d'eau utilisées,...).
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : planche photographique

